

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

40e congrès de la CGT

Une grande volonté de démocratie pour l'action



Déclaration sur le Vietnam du Comité central du PCML

Adoptée à la 5e session du CC issu du 3e congrès

C'EST avec peine et colère que les militants du PCML, comme tous ceux qui ont soutenu activement la lutte de libération anti-américaine du peuple vietnamien — comme celles des peuples lao et cambodgien — voient aujourd'hui les développements de la politique suivie par les dirigeants de Hanoï. Sur tous les plans, celle-ci se dresse contre les aspirations et les intérêts fondamentaux du peuple vietnamien et des autres peuples d'Asie du Sud-Est.

Les dirigeants vietnamiens s'attaquent désormais ouvertement à la République populaire de Chine. Par le biais des persécutions et de l'expulsion systématique des ressortissants chinois vivant au Vietnam et dont la plupart — paysans, ouvriers, artisans ou autres travailleurs d'origine souvent très modeste — ont participé activement à la guerre populaire de libération contre l'impérialisme américain. Mais aussi en multipliant les provocations armées à la frontière sino-vietnamienne comme celle du premier novembre dernier qui a fait six morts, tous chinois.

En agissant ainsi, les dirigeants de Hanoï trahissent nettement l'esprit du testament du président Ho Chi Minh. Celui-ci avait en effet toujours souligné l'amitié et la solidarité profondes existant entre les peuples chinois et vietnamien et la nécessité de les développer davantage encore.

De même, les dirigeants vietnamiens n'ont pas hésité à se lancer dans une guerre d'agression contre le Kampuchea démocratique et à appeler au renversement de son gouvernement légal et légitime.

100 000 hommes de troupes vietnamiens sont ainsi engagés dans des combats permanents sur le territoire du Kampuchea, pendant que 400 000 autres sont massés à la frontière pour préparer une nouvelle offensive généralisée contre le Kampuchea souverain et indépendant.

(Suite page 5)
Le comité central du PCML

LORS du discours de synthèse, mercredi, Séguéy a été amené à entériner la volonté de démocratie clairement exprimée par les congressistes. C'est ainsi qu'il a confirmé son accord avec les propositions de tribunes et de débats, repris l'idée exprimée lors du congrès de faire précéder les congrès fédéraux de congrès de syndicats. Certes, il a alors aussitôt apporté des restrictions, de même qu'il a, par ailleurs, donné des gages à ceux qui s'opposent à l'idée du débat démocratique dans la CGT.

Ces déclarations traduisent, néanmoins, à leur manière, l'exigence largement exprimée par les congressistes. Ceux-ci ont affirmé leurs aspirations à une démocratie syndicale permettant aux travailleurs de s'unir dans l'action sur la base de revendications largement débattues. Cette volonté, nul doute que la masse des adhérents tiendra à la mettre en œuvre et à la faire respecter.



Alors que la restructuration de la sidérurgie et les luttes contre les licenciements se poursuivent en France, 37 000 sidérurgistes allemands sont en grève pour les 35 heures. Ici, ils font tamponner leur carte syndicale pour toucher l'allocation de grève

Allemagne de l'Ouest

La grève des métallos se poursuit

COMMENCEE mardi matin, la grève de plusieurs dizaines de milliers de métallos se poursuit — et les patrons se plaignent déjà que cela leur fait perdre de l'ordre de 13 millions de francs par jour.

Aux portes des usines concernées par cette grève que les travailleurs avaient votée à une écrasante majorité, des piquets de grève portent des affiches : « Grève ! », « Pour les 35 heures ! », etc. Les vieux chants révolutionnaires traditionnels du prolétariat allemand retentissent : « Marchons au pas, camarades », « Le chant de l'unité », « L'Internationale » aussi.

La revendication essentielle est la semaine de 35 heures. Les magnats de la sidérurgie l'ont refusée, car ils ont peur qu'elle fasse tache d'huile et

que tous les travailleurs des autres branches la reprennent. A la place, ils ont proposé 3% d'augmentation et une sixième semaine de congés payés. Mais la réponse des métallos a été claire et nette : ce sont les 35 heures qu'ils veulent.

Cependant, on s'attend à ce que les patrons décident le lock-out pour briser la combativité des ouvriers. Mais comme ceux-ci ne sont pas prêts à céder, le conflit risque d'être long — d'autant plus que le syndicat IG Métal, pourtant bien enfoncé dans la collaboration de classe, ne peut aller directement à l'encontre de la volonté ouvrière sous peine de voir se réduire encore une influence déjà sérieusement contestée, lors des dernières élections aux comités d'entreprise.

Jean SCHUBERT

Une nouvelle menace soviétique dans les Balkans

L'Union soviétique vient d'ouvrir une ligne de « ferry boat » géant entre le port soviétique d'Ilichevsk, près d'Odessa et le port bulgare de Varna. Cette nouvelle ligne maritime dans la Mer noire est présentée par Moscou comme un moyen de réduire les délais de route entre l'URSS et la Bulgarie en évitant d'avoir à transiter par la Roumanie.



Des intérêts économiques sont très certainement en jeu, la moitié du commerce bulgare s'effectue avec l'URSS et ce nouveau système ne pourra qu'accroître encore le pillage économique soviétique de la Bulgarie. Il ne fait aucun doute cependant que ce sont avant tout des considérations de stratégie militaires qui ont prévalu dans l'élaboration de cette ligne. On peut tout d'abord noter que 80% du commerce entre l'URSS et la Bulgarie s'effectue déjà par la mer, les délais en question ne concernaient donc que 20% du trafic, bien peu pour justifier la mise en œuvre de quatre ferry géants.

L'intérêt militaire de cette ligne, lui, est évident. Les experts militaires font remarquer que, d'après leur conception, ces ferries pourraient très facilement être utilisés pour le transport de matériel militaire. On sait que les diplomates soviétiques se plaignent depuis déjà longtemps que la Roumanie est plus que réticente pour laisser transiter des troupes étrangères sur son territoire. D'autre part, la Roumanie ne fait pas de mystère de son refus total d'être impliquée en quoi

que ce soit dans une agression contre un autre pays. Les récentes déclarations de Ceaucescu l'ont d'ailleurs clairement confirmé. Ces ferries permettraient donc à l'armée soviétique de passer facilement en Bulgarie sans se heurter à la Roumanie. Chacun d'eux pouvant transporter une division blindée.

Les spécialistes militaires yougoslaves s'inquiètent beaucoup de cette possibilité. La Bulgarie possède en effet environ trois cents kilomètres de frontières communes avec la Yougoslavie et la présence de la Roumanie constituait jusque là pour elle une certaine sécurité quand à son flanc Est. Le risque de voir Moscou provoquer une crise à la mort de Tito et de recommencer le coup de Prague est pris tout à fait au sérieux à Belgrade. Cette menace semble être en passe de se confirmer.

On remarque d'autre part que le port de Varna n'est, par la route qu'à 280 kilomètres de la Turquie et à 400 kilomètres de la Grèce.

Une claque pour Videla

LES effets de charme de Videla ne semblent pas avoir beaucoup porté sur le roi d'Espagne, Juan Carlos. La délégation espagnole est arrivée dimanche soir à Buenos Aires et fut accueillie par Videla : une partie de la délégation a alors oublié de saluer Videla. Ça commençait mal.

Le lendemain, Juan Carlos est allé porter une gerbe au monument consacré au héros de l'Indépendance ; c'est alors qu'une trentaine de femmes et de parents de disparus sont venus manifester et ont transmis un message au roi. Cette fois, la police n'a pas osé intervenir. Décidément, Videla n'avait pas de chance. Et en plus, Juan Carlos lui demande de libérer les détenus espagnols qui croupissent dans les prisons argentines. C'en était trop, il fallait s'expliquer. C'est ce qu'entreprend Videla, le soir, lors d'un banquet. Vous comprenez, l'Argentine est « choisie comme cible par le terrorisme subversif ». (Sic !)

L'argument ne semble pas avoir beaucoup impressionné Juan Carlos qui lui a répliqué vertement : « L'ordre politique et la paix sociale ne peuvent avoir d'autres fondements que la dignité de la personne, les droits inviolables qui lui sont inhérents et le respect de la loi ». Décidément, ce n'était pas un jour de chance pour le dictateur argentin et dire qu'il espérait que cette visite permettrait de faire de l'Espagne un pays ami et donc un pont pour entretenir de meilleures relations avec les autres pays européens. C'est pour le moins raté.

Evelyn LE GUEN

La Pravda glorifie la secte du Temple

La secte entretenait des liens étroits avec Moscou

DANS un éditorial paru mardi 28 sous la plume de Oleg Anitchkine, la Pravda, organe central du parti communiste soviétique soutient ouvertement la secte du Temple du peuple et son dirigeant Jim Jones, directement responsable du suicide-tuerie de 923 personnes.

La Pravda présente les membres de la secte comme des victimes de la « persécution et de la répression » qui auraient été « contraints de trouver refuge en Guyana ». Or, on sait très bien que loin d'être persécutée, la secte bénéficiait au contraire d'appuis plus que louches dans les milieux américains les plus hauts placés.

Parlant ensuite de la secte elle-même, la Pravda se lance dans une série de louanges, accordant à J Jim Jones plus qu'un brevet de « progressisme ». Les membres de la secte, dit-elle, « voulaient élever leurs enfants dans l'esprit d'égalité et de justice ». Cet esprit de liberté et de justice que vante la Pravda, il se traduisait par un véritable esclavage imposé à tous les membres de la secte, enfermés dans un véritable camp de concentration, tous les témoignages le prouvent : châtiements corporels et sévices gratuits y étaient monnaie courante et s'opéraient en public. Comble de raffinement, on plaçait dans la bouche des suppli-



Un enfant entre ses parents. Morts tous les trois. Un modèle de société d'après La Pravda. Le camp de concentration de Jones a fini en un épouvantable camp d'extermination

ciés des microphones afin d'amplifier les cris de souffrances. Les victimes devaient ensuite remercier Jim Jones de les avoir fait battre, comme au plus beau temps des camps hitlériens. Sans entrer dans les détails scabreux, on peut également dire que le dirigeant Jones profitait

largement de la situation pour faire « inviter » les jeunes membres de la secte (filles et garçons) à « lui rendre visite chez lui »...

On conçoit assez bien que ce type d'univers concentrationnaire suscite l'enthousiasme des spécialistes soviétiques des camps de travail et des hôpitaux psychiatriques pour dissidents. Ce qu'on pourrait moins bien comprendre, c'est pourquoi la Pravda se mouille à ce point dans cette affaire. La réponse à cette question se trouve peut-être dans des documents retrouvés après le massacre et qui établis-

sent, de manière irréfutable, les liens étroits qui existaient entre la secte et l'ambassade soviétique en Guyana. On peut, dans ce cas penser que Moscou voudrait prendre les devants avant que l'affaire ne devienne publique et ne prenne une plus grande ampleur, en présentant la secte comme un noyau d'exilés progressistes qui auraient été victimes, non pas de la folie d'une idéologie mystique proche du fascisme, mais d'un complot monté par la CIA.

Serge FOREST

Des contacts et une valise

Des adjoints du dirigeant de la secte, Jim Jones, ont rencontré, au moins deux fois à Georgetown, un représentant officiel de l'ambassade soviétique en Guyana. Selon l'agence Associated Press, qui détient un document le prouvant, le centre de ces discussions aurait été l'éventualité d'un transfert massif de la secte en Union soviétique.

Les adjoints du Jones ont également discuté du « transfert rapide de l'argent » de la colonie de Jonestown jusqu'à l'ambassade soviétique, ceci, selon le document, afin de faciliter le déplacement de la secte. Quelques mois après ces rencontres, Jones instituait dans sa colonie l'enseignement obligatoire du russe pour environ un millier de ses adeptes, exigeant de ceux-ci qu'ils récitent une phrase en russe avant chaque repas.

Un rapport de cinq pages dactylographiées, trouvé dans la maison où vivait Jones, révèle que les adjoints du chef de la secte avaient rencontré, en décembre 1977 et le 20 mars dernier, Feodor Timofeyev, l'attaché de presse de l'ambassade soviétique en Guyana.

D'après le document, les délégués de la secte avaient discuté de la possibilité d'un exode vers l'URSS, lors de la rencontre de décembre. Timofeyev en avait alors informé Moscou. Lors de la rencontre de mars, toujours selon le document, il n'avait toujours pas reçu de réponse officielle, mais il dit cependant qu'il n'y aurait aucune difficulté, à n'importe quel moment, à l'obtention d'un visa pour qu'une délégation de la secte puisse partir à Moscou et discuter directement l'affaire.

Trois survivants du carnage affirment que le trésorier de la colonie leur avait ordonné, juste avant le massacre, de porter une valise à l'ambassade. Ils comprirent qu'il s'agissait de l'ambassade américaine.

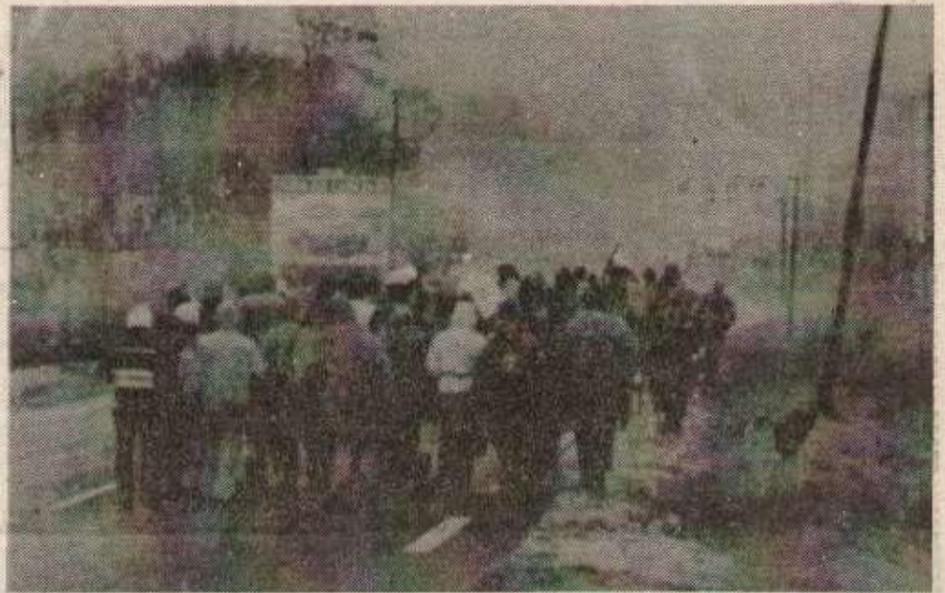
Une fois partis, ils ouvrirent les valises et y trouvèrent 250 millions de centimes en espèces, de l'or et des bijoux ainsi qu'une lettre adressée à l'ambassadeur soviétique. Ils abandonneront alors la valise et s'enfonceront dans la jungle où on les a retrouvés.

Un soutien discret de Castro

ON se souvient de la lettre adressée par la femme de Carter à Jim Jones, le chef de la secte de la Guyana ; elle faisait allusion aux « commentaires » de Jones au sujet de Cuba. Jusque là, ce point était resté obscur (voir HR du 29 novembre). De nouvelles révélations sur la vie de Jones ainsi que les papiers trouvés après le massacre et les témoignages de rescapés jettent un nouveau jour sur cette affaire ainsi que sur cette étrange secte.

Tout d'abord, en plus des recommandations de personnalités politiques américaines haut placées, il semble que Jones ait disposé, pour s'installer en Guyana, du soutien discret, mais efficace, d'un autre ami à lui. Cet ami n'est autre que Fidel Castro lui-même. Jones qui faisait des voyages fréquents à La Havane était en effet considéré comme un ami personnel de Castro. De là à considérer, comme la lettre de Rosalynn Carter peut le laisser penser qu'il jouait un rôle actif dans les négociations permanentes qui se mènent entre le gouvernement américain et Cuba il n'y a qu'un pas. « Les suggestions mises en pratique dans un proche avenir » dont parle Rosalynn Carter pourraient alors être la reprise de relations normales entre Washington et la Havane, reprises dont Jones se serait fait l'avocat. On sait que cette reprise était sérieusement envisagée avant la récente affaire des Mig 23.

La lutte des paysans du Larzac est la nôtre



Samedi 2 décembre, les paysans du Larzac seront à Paris. Un rassemblement est prévu à 14 heures à la porte d'Orléans

DEPUIS huit ans, les paysans du Larzac (Aveyron) refusent de vendre leurs terres à l'armée qui veut les expulser pour agrandir son terrain de manœuvre. Depuis huit ans, recourant à des formes de lutte très diverses, les paysans ont réussi à préserver leur unité : par plusieurs rassemblements sur le Causse, où des centaines de milliers de personnes se sont rendues, par des labours de terres en friche, puis des moissons, par la construction de cinq bergeries, par le rassemblement de 150 tracteurs et 5 000 personnes le 8 octobre dernier.

Aujourd'hui, le pouvoir tente l'épreuve de force, car en huit ans, l'armée n'a pu acquérir que 38 % de la zone d'extension prévue, en parcelles dispersées, donc inutilisables. Seules quatre fermes en activité ont été achetées par l'armée, alors que les paysans en ont acheté sept. Quatre paysans ont quitté la terre, mais huit s'y sont installés.

Les pouvoirs publics ont tenté par tous les moyens de les décourager, en leur refusant les moyens de vivre décemment (eau, téléphone, goudronnage des chemins, permis de construire, etc). Rien n'y a fait !

N'oublions pas que les experts du ministère de l'Agriculture ont prévu la disparition d'une exploitation sur quatre d'ici cinq ans, dont deux cent mille producteurs de lait (sur le Larzac, le lait de brebis est la ressource principale pour le Roquefort).

Mais la lutte des paysans du Larzac n'est pas unique. Ici, les paysans luttent contre l'armée, ailleurs contre les cumulards, contre les sociétés agro-alimentaires (Sanders, Wessafic).

On a souvent l'habitude d'entendre parler du

« monde paysan », de « l'exploitation familiale », c'est un vocabulaire commode qui masque mal le fait qu'à la campagne, il existe aussi des classes. Petits et moyens paysans s'appauvrissent de plus en plus alors que les gros, les cumulards augmentent leur fortune. Le litre de lait que l'ouvrier paie 1,80 F ou 2,00 F sera acheté 1,00 F au producteur. La différence, ce sont les trusts agro-alimentaires qui l'encaissent.

D'après les statistiques officielles, un tiers des paysans n'a pas le SMIC comme revenu.

En France, la ruine des paysans dits « non-rentables » est programmée. Ainsi, à la suite de la loi d'orientation 1960-62, le nombre des exploitations est passé de 2,5 millions en 1955, à 1,3 million en 1978. Oui, c'est bien un million de familles qui ont dû quitter la terre en vingt ans.

Aussi, est-il indispensable de soutenir les luttes des petits paysans pour le droit au travail et à la terre. Le chômage, l'exploitation par les monopoles agro-alimentaires ou les banques comme le Crédit agricole, troisième banque mondiale, les petits paysans la connaissent comme les travailleurs des villes. Ils ont besoin de notre solidarité, comme d'ailleurs nous avons besoin de la leur.

L'armée qui expulse aujourd'hui les paysans, est utilisée par la bourgeoisie contre les travailleurs des villes. Cela a été le cas à Lyon et à Paris pour les grèves des éboueurs où l'armée a joué le rôle de briseuse de grève.

Soutenons les paysans du Larzac pour vivre et travailler au pays, pour disposer de la terre qui est leur outil de travail. Leur lutte est la nôtre.

Déclaration sur le Vietnam du Comité central du PCML

Adopté à la 5e session du Comité Central issu du 3e Congrès

(Suite de la page une)

L'indomptable résistance opposée par le peuple cambodgien à la première offensive d'envergure, en janvier dernier, s'est traduite par un échec manifeste pour les agresseurs vietnamiens. Celui-ci n'a pas suffi à leur faire renoncer à leur vieux rêve de soumettre le Kampuchea et de l'englober dans une fédération indochinoise placée sous leur contrôle absolu. En témoigne la déclaration de Hoang Tung, rédacteur en chef du journal *Nhan Dan*, regrettant de « Dans les années 1970, a-t-il dit, il y avait plusieurs divisions vietnamiennes au Cambodge et les effectifs des forces armées cambodgiennes étaient limités. Si nous étions intervenus, la situation aurait évolué différemment ».

Il semble bien qu'au Laos déjà, les dirigeants de Hanoi aient réalisé, provisoirement du moins, une partie de cette ambition. L'accord conclu récemment pour une durée de 25 ans, supprimant les frontières entre les deux pays, s'accompagne d'un encadrement systématique des autorités laos par des « conseillers » vietnamiens très nombreux et la présence permanente sur le sol lao de plusieurs dizaines de milliers d'hommes de troupes vietnamiennes.

Pour réaliser leur projet annexionniste, les dirigeants vietnamiens se sont totalement inféodés à la superpuissance soviétique qui poursuit dans la région ses propres ambitions hégémonistes. L'intégration du Vietnam au Comecon, la signature d'un traité soviéto-américain qui est un véritable pacte d'agression contre les peuples voisins en témoignent, de même que l'afflux de « conseillers » civils et militaires soviétiques.

L'agression qu'ensemble ils se préparent à renouveler contre le Kampuchea, la divulgation par *Radio-Hanoi* d'un prétendu « soulèvement général » au Kampuchea, nouvelle qui a depuis sombré dans le ridicule, ne sont pas sans rappeler la situation qui a précédé l'invasion de la Tchécoslovaquie par les forces du Pacte de Varsovie dirigées par l'URSS, il y a dix ans. Une invasion que d'ailleurs, les dirigeants du Parti du Travail du Vietnam avaient alors publiquement approuvée et soutenue.

C'est dans ce contexte d'une extrême gravité

pour l'avenir de la paix en Asie d'Est-Sud et plus généralement dans le monde que la direction du PCF choisit de lancer une grande campagne de solidarité avec le Vietnam.

Elle évoque pour cela la glorieuse lutte de libération anti-US du peuple vietnamien. Pourtant, n'est-ce pas Fajon qui, dans un éditorial de *l'Humanité*, en 1967, méprisait cette guerre populaire en affirmant « qu'on ne peut abattre des bombardiers US avec de simples fusils » ? N'est-ce pas le PCF qui, en 1964, a demandé une minute de silence en hommage à Kennedy alors, qu'au moment de son assassinat, les USA bombardaient déjà sauvagement le Vietnam ? Non, décidément, en matière de soutien à la guerre populaire vietnamienne, le PCF qui, de longues années durant, s'est contenté de renvoyer dos à dos agresseurs et agressés avec son mot d'ordre de « Paix au Vietnam », n'a de leçons à donner à personne.

En soutenant aujourd'hui la politique belliciste et aventuriste des dirigeants de Hanoi, dont le peuple vietnamien est aussi directement victime, en joignant sa voix au concert de calomnies déversées contre le Kampuchea démocratique agressé, les dirigeants du PCF font, une fois de plus, la preuve que leur politique internationale est à la remorque de celle de l'URSS, devenue aujourd'hui le principal fauteur de guerre dans le monde.

Tous ceux qui ont soutenu, à juste titre, la guerre de libération des peuples du Kampuchea, du Laos et du Vietnam doivent prendre conscience de cette situation nouvelle : aujourd'hui, c'est l'URSS qui cherche à remplacer l'impérialisme US dans la région du Sud-Est asiatique. Elle a déjà commencé de soumettre le Vietnam et le Laos. Avec les dirigeants de Hanoi, elle rêve aussi de mettre au pas le peuple du Kampuchea démocratique qui défend fermement son indépendance et sa souveraineté.

C'est pourquoi, plus que jamais, il faut renforcer notre solidarité à la lutte du peuple du Kampuchea. D'abord parce que sa cause est juste, et aussi, parce que la superpuissance soviétique qui se tient derrière les Vietnamiens est aussi celle qui multiplie les préparatifs de guerre aux frontières de l'Europe occidentale.

Le Comité central du PCML

Hersant inculpé

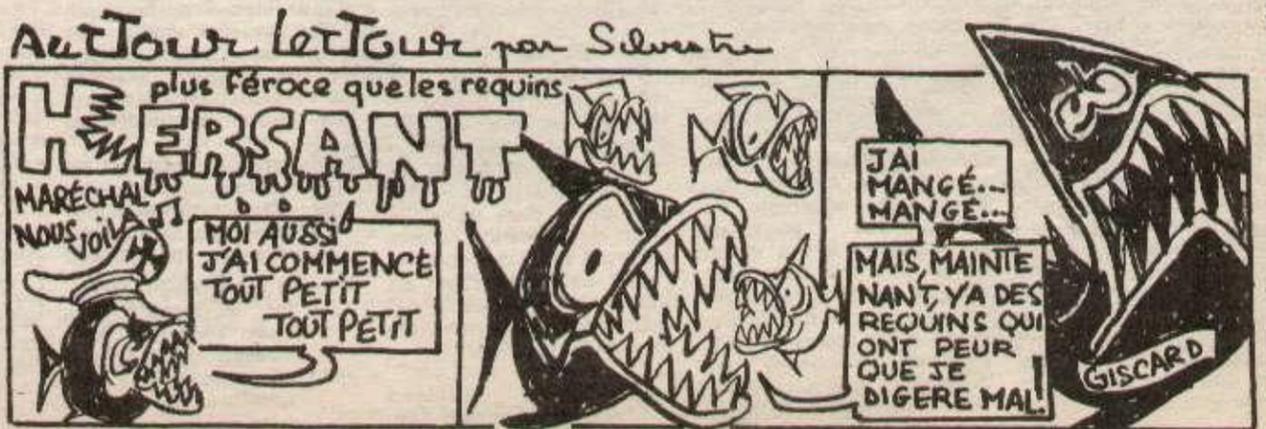
CONVOQUE mercredi chez le juge Cabié, Robert Hersant a été inculpé pour violation de l'ordonnance du 26 août 1944. Nous rappelons ici que cette loi faite au lendemain de la libération de Paris visait à interdire la possession de plusieurs journaux par une seule personne.

Mais comme toutes les lois bourgeoises, elle était mort-née, faite pour être détournée. C'est ce qu'a fait Hersant puisqu'il se trouve à la tête d'un empire gigantesque : quatorze quotidiens en effet le placent loin devant ses concurrents.

Qu'il soit inculpé, nous ne le plaidrons pas pour cela, mais nous pensons qu'il doit y avoir quelque méchant rémède de compte entre quelques hommes politiques et financiers.

Inculpé, Robert Hersant l'est, mais condamné le sera-t-il, c'est une autre histoire.

Un homme aussi avisé que lui, qui a pu échapper à l'épuration, passer sans encombre la IVe pour venir s'épanouir sous la Ve république bourgeoisie libérale et avancée doit disposer de quelques bons vieux dossiers avec quelques vieilles révélations pas piquées des vers. Alors on risque d'en apprendre de belles.



Une grande volonté de démocratie pour l'action

Compte-rendu et interviews réalisés par nos envoyés spéciaux

GEORGES Séguy, qui avait ouvert dimanche le congrès et la discussion générale, l'a clos mercredi à 17 heures. Quatre-vingt-douze congressistes avaient pris la parole et la volonté des délégués d'exprimer leur point de vue était telle que, lorsque la discussion a été interrompue selon le plan de déroulement du congrès après trois jours, il restait 182 inscrits. La direction confédérale a fait savoir que toutes les interventions seraient publiées et résumées dans un numéro spécial du *Peuple* après le congrès. Mardi, après l'intervention de Moynot, les questions clés étaient posées, les principaux points de vue étaient exprimés. La journée de mercredi n'a fait que confirmer la volonté de démocratie et un souci certain d'indépendance du syndicat chez les congressistes.

A propos de l'unité d'action, deux interventions ont été marquantes. Celle du syndicat des dockers déclarait tout bonnement : « Nous sommes contre, nous sommes pour un syndicat unique de la CGT » constituant, il faut le dire, une position extrême dans le congrès. Celle de la fédération des services publics a mis en avant deux écueils à éviter quant à la proposition de Séguy sur le comité national : « Il ne faut pas, d'après la fédération, qu'il se limite

à une activité au sommet... Il ne faut pas non plus qu'il s'agisse simplement d'une opération de propagande qui tendrait à faire penser que la CGT est unitaire et pas les autres ».

Effectivement, deux écueils qui existent et que les adhérents s'attacheront sans nul doute à éviter. De cette discussion générale, Georges Séguy a tiré un bilan qui s'est situé plutôt en-dessous des idées avancées dans le débat. Il s'est surtout attaché à trouver un point de vue conciliateur entre la volonté de démocratie, largement exprimée, et la position réticente de certains, telle que l'a explicitée Frischmann.

Il a voulu satisfaire l'aspiration à la démocratie des congressistes en se déclarant favorable à la proposition faite, la veille, par le délégué du syndicat national des journalistes (dont on peut lire l'interview ci-dessous). Il a donc repris l'idée de congrès de syndicats avant les congrès fédéraux, tout en déclarant également, bien sûr de façon restrictive, que ce serait difficile à mettre en place : « L'idée a été avancée, a-t-il déclaré, dans la perspective du 41^e congrès que tous les syndicats tiennent un congrès dont la discussion serait sanctionnée par un vote dont le résultat

serait globalisé au niveau national... C'est en soi une excellente idée. Le réalisme nous rappelle à une conception moins formelle, moins idéale ».

A propos de la question du cumul des mandats politiques et syndicaux, pour plusieurs reprises dans les interventions, Séguy a délibérément réaffirmé son appartenance au PCF sans répondre à la question de fond de l'indépendance du syndicat. Il a ensuite déclaré : « Tous les courants de pensée ont leur place à la CGT ». La salle a accueilli cette affirmation d'une façon montrant clairement sa volonté de la faire passer dans la pratique.

Ces déclarations de Séguy reflètent, à leur manière, la volonté et l'exigence des congressistes à une démocratie syndicale permettant d'unir les travailleurs dans l'action sur la base de revendications largement débattues, correspondant à leurs aspirations et à leurs besoins. Cette volonté, nul doute que la masse des adhérents tiendra à la faire respecter. Les interviews que nous publions ci-dessous témoignent de l'ampleur de ces aspirations et du caractère nettement affirmé de ces exigences.

Interview de Pierre Feuilly, syndicat SNJ-CGT

Q : Ton intervention, mardi matin, nous a paru très intéressante sur un certain nombre de questions, spécialement la démocratie. Elle nous a paru rejoindre dans ce sens d'une manière très claire et concrète un important courant qui se dégage du congrès. Je te demande d'abord de développer ta conception de la démocratie telle que tu l'as exprimée hier et nous dire la façon dont tu la relies à l'action, ce qui est très important : c'est dans ce sens là que ta réponse hier à Frischmann était très claire, ensuite tu pourras nous dire comment a fonctionné ton syndicat, comment vous avez préparé ce congrès.

R : Moi, comme beaucoup d'autres militants, je considère que la question centrale qui se pose c'est celle de la démocratie, du fonctionnement démocratique et de la participation effective de l'ensemble des syndiqués quel que soit leur niveau de responsabilités, du simple militant au niveau le plus élevé, à la discussion, non seulement sur les modalités d'actions (grèves, journées d'action, etc.) mais aussi sur le mûrissement et l'élaboration de la revendication. Il est capital notamment si on prend en compte le problème qui a largement été évoqué par la direction confédérale, qui est celui du taux de syndicalisation, non seulement de la CGT, mais aussi de l'ensemble du mouvement syndical français ; il est capital donc si on veut remédier à cette situation extrêmement grave du mouvement ouvrier que les organisations

syndicales dont la CGT parviennent à associer directement et au plus bas niveau chaque syndiqué et également chaque travailleur non syndiqué à la discussion sur les problèmes de l'entreprise, comme au niveau local, départemental, régional et national.

Et ça, ça me semble plus important, même pour moi qui suis militant socialiste, que les questions du dosage et du nombre de représentants de tel ou tel courant de pensée à la commission exécutive. Non pas que ces questions soient sans importance : elles sont importantes, mais elles ne prendront un sens réel que quand auparavant, on aura réglé les problèmes de la démocratie interne. C'est capital parce que dix ans après Mai 1968, l'exigence des travailleurs est de pouvoir dire son idée sur chacun des problèmes qui concernent l'activité syndicale des travailleurs. Les travailleurs n'acceptent plus les revendications qui sont élaborées dans le local syndical, tirées par tract et après balancées devant eux : ça, c'est fini !

Q : Et comment cela s'est-il manifesté par exemple dans ton syndicat ?

R : Dans le syndicat des journalistes (et on peut prendre l'exemple de la section de l'AAPP), il y a eu naturellement après les prises de position de la CGT, au moment des élections législatives, des réactions extrêmement vives compte-tenu de la diversité très grande des adhérents du syndicat. Et à partir de ses réactions, il y a eu un débat très, très large avec plus de réunions, avec des contributions écrites de plusieurs camarades venant, d'ailleurs, d'horizons très différents : militants socialistes non engagés et même

des militants communistes ont apporté des éléments très critiques à la discussion. Il en a été de même dans beaucoup d'autres sections syndicales de notre organisation et compte-tenu de l'ampleur du débat engagé à la base dans les sections, les problèmes posés, les interpellations, aussi, vis-à-vis des délégués de notre syndicat dans les différentes entreprises, venant y compris de journalistes qui ne sont pas à la CGT mais qui s'y intéressent, regardent d'un oeil attentif l'activité du syndicat, le SNJ-CGT a décidé de convoquer la conférence nationale, six mois avant notre congrès.

Cette conférence a eu lieu en septembre. Elle a réuni plusieurs dizaines de représentants de diverses sections. Il y a eu de nombreuses contributions, de nombreux amendements ou documents d'orientation sur tous les plans, tant au niveau de la représentation par les instances dirigeantes qu'au niveau de l'activité internationale de la CGT... Ces amendements ont été déposés au congrès. Ils vont venir en discussion. Ce qui est remarquable, peut-être dans notre syndicat, c'est que tout ce débat, malgré les trois vifs et très graves désaccords sur l'activité de la CGT, s'est déroulé non comme un affrontement entre des courants, des tendances, mais dans une discussion très vive, très ouverte, parfois très dure, très passionnée, dans un grand esprit de tolérance et avec un grand souci de conserver l'unité du syndicat qui est basé sur une « diversité des sensibilités » pour reprendre un terme à la mode.

Q : C'est d'ailleurs l'impression que don-

ner aussi le congrès, que les délégués, les militants dans leur ensemble voient dans l'exercice et le renforcement de la démocratie qu'ils souhaitent, un moyen pour mettre en place et renforcer l'unité. Mais certaines interventions ont montré que cela n'est pas du goût de tous.

R : Oui, c'est sûr. Je voudrais parler, par exemple, de l'intervention du camarade Frischmann, qui est un des vieux routiers de la direction confédérale, et qui a, aujourd'hui, encore des responsabilités importantes au Parti communiste. C'est une intervention de camarades qui, eux, à l'évidence, sont extrêmement inquiets devant l'évolution du débat.

C'est la vérité qu'ils auraient souhaité, en fait, que ce débat se termine avec le 40^e congrès. Or, les débats préparatoires, les tribunes de discussion et les interventions, ici, à ce congrès, montrent qu'il ne sera pas possible de clore le débat. Il va, au contraire, s'amplifier et s'ouvrir sur de nouvelles questions (...) qui concernent notamment les problèmes de la syndicalisation de masse, des modalités d'action, d'intervention syndicale au niveau de l'organisation du travail, des choix technologiques (...).

(Suit un développement où nous avons échangé des idées divergentes sur le projet présenté par Moynot sur ce genre de problèmes).

Q : Pourrais-tu raconter de plus près ce que vous avez eu avec Georges Séguy (réunion dont il a été question dans le *Canard Enchaîné*).

teurs syndicaux de la CGT. Par exemple, lorsqu'il a été question du boycott éventuel de la Coupe du monde de football en Argentine, eh bien, notamment par rapport à l'Union soviétique qui organise les prochains Jeux olym-

piques, la question de la politique extérieure a été discutée. A la CGT, ces questions ont été posées.

R : Oui, absolument.

Q : Tu dois être au courant de ce qui s'est passé hier par rapport à la Rouma-

nie après la réunion du Pacte de Varsovie ?

R : C'est une grave question.

R : En effet.

Avec des délégués du labeur, du Livre et de la typographie

AVANT l'intervention de Georges Séguy nous avons interrogé des délégués avec lesquels nous avons eu lieu une première fois qu'on réussit à faire discuter aussi largement, tant au niveau des syndicats que parfois y compris au niveau d'un certain nombre de non-syndiqués. Ils savent que c'est le 40^e congrès de la CGT, que tel copain est le représentant du syndicat de la section, c'est un élément important.

Dans le labeur à Nancy, on a organisé deux sortes de réunions : une réunion générale permettant de regrouper la plupart des gars et des réunions spécifiques

à chaque entreprise qui nous permettaient de partir plus sur les considérations de chaque boîte. Je pense par exemple à Berger-Lebois à Nancy qui est une grosse entreprise qui a un cahier revendicatif bien précis, notamment au niveau de la durée du temps de travail : ces camarades-là travaillent encore 42 heures et demie par semaine sur une entreprise qui fait plus de 900 personnes. Ils ont des questions importantes ! Au sujet des questions posées, j'ai noté une différence. Dans les discussions entre militants, là on parlait beaucoup plus, non pas du « sexe des anges » mais du fait que Séguy soit intervenu au nom de son parti à Gentilly ou de l'appartenance politique de tel ou tel autre, ou de la possibilité, pour un militant syndical, d'avoir à la fois un mandat politique ; c'est une question qui sera d'ailleurs à l'ordre du jour du prochain congrès confédéral dans le Livre.

Militant du labeur de Nancy

Q : Il y a dans le même ordre d'idées une question peu abordée dans le syndicat, apparemment : celle des risques de guerre. Il y a une énorme course aux armements, quantité de conflits. Dans le temps, la CGT se préoccupait beaucoup et veut en dominer d'autres. C'est un peu absent des débats...

R : Bon. Cette réunion, nous l'avons eue à la demande de la section CGT de l'AAPP — journalistes, ouvriers, employés, cadres. Elle a été très ouverte puisqu'il y avait également invités les autres syndicats, quels qu'ils soient (CFDT, FO) et aussi les non-syndiqués, tous les travailleurs. Ils ont pu intervenir dans le débat, poser leurs questions. Ont été passées en revue les questions de l'indépendance syndicale, de la démocratie, des soi-disant syndicats dans les pays de l'Est. Je dirai (peut-être ça t'intéresse particulièrement) qu'à notre avis la CGT doit se poser très rapidement la question suivante : en Chine, il y a une évolution en cours. On peut en penser ce qu'on veut, mais les organismes dirigeants de la Chine populaire ont décidé de passer à la reconstitution des organisations syndicales chinoises. C'est une décision importante. Il faudrait voir s'il ne serait pas souhaitable que la CGT prenne prochainement contact avec

salariés (là il y a encore une évolution à faire). Ces questions, c'est de là que nous sommes partis pour préparer le 40^e congrès et ça, c'est un élément nouveau. D'après ce que nous avons vécu à Nancy c'est l'élément nouveau dans la préparation de ce 40^e congrès.

Q : (au typographe parisien). Ce souci que la démocratie soit tournée vers l'action, vers la lutte, s'exprime aussi au congrès. Comment cela s'est-il passé dans ton secteur ?

R : Moi, je le dis entre parenthèses, c'est la première fois que je participe à un congrès. Nous avons dit à nos mandataires de se pencher sur ce problème, s'ils avaient à intervenir contre ceci, contre cela. Dans notre cas (il y a plusieurs secteurs dans le syndicat : typographie, labeur...) c'est surtout au niveau du comité inter qu'on a discuté. A la suite de réflexions personnelles de membres du comité mais aussi de réflexions et commentaires d'autres. Il y a eu des questions posées : la rupture du 27 septembre 1977, la participation de Séguy à une meeting à Gentilly, l'accord du 13 mars. Et évidemment, après, le creux de la vague.



Les travailleurs du Livre à la journée organisée par la CGT contre le chômage, le 15 novembre (Photo HR)



Journée nationale d'action du 23 novembre (Photo HR)



Blocage par les sidérurgistes d'une autoroute. Une action dure mais qui n'a pas eu de suite (Photo HR)



L'unité CGT-CFDT, travailleurs non-syndiqués a permis la victoire à la SOCAE à Bordeaux (Photo correspondant HR Bordeaux)



Dans ce numéro, un dossier de seize pages à propos du 40^e congrès de la CGT : le bilan que la direction se refuse à faire.

1 300 nouveaux licenciements à Manufrance

Que va faire Sanguedolce ?

IL y a longtemps qu'on n'avait pas parlé de Manufrance. Aujourd'hui, on est fixé sur le sort des travailleurs : 1 300 emplois sont d'ores et déjà condamnés par le nouveau plan Gadot-Clet. Pourquoi ces licenciements ? Qui en est responsable ?

Trois-cent trente-quatre licenciements avaient été opérés durant le cours de l'été, avec l'approbation de la municipalité PCF, actionnaire de Manufrance.

La nouvelle des 1 300 licenciements a dû être brutalement accueillie à Saint-Etienne. 1 300 licenciements, c'est la moitié des effectifs qui restent employés dans l'entreprise, une des plus grosses boîtes de Saint-Etienne. Voilà qui té-

moigne une fois encore de la malfaisance du système capitaliste responsable de tous nos maux.

C'est tout le secteur production qui est démantelé : cycles, machines à coudre et armes. De plus, il est prévu des « dégraissages » dans les points de vente. Une véritable catastrophe pour les travailleurs ! Le motif invoqué par Gadot-Clet est le même que celui de Sanguedolce en août :

ou bien les dirigeants de la société (dont la municipalité) licencient ou bien c'est la liquidation de biens pure et simple.

Bref, toujours le même argument qui vise à justifier les licenciements. En fait, Manufrance, dans la vente par correspondance, ne fait plus le poids face aux concurrents, tels La Redoute, les 3 Suisses, etc. Alors, tant pis pour les travailleurs.

L'ATTITUDE SCANDALEUSE DE LA MUNICIPALITÉ PCF

On se souvient de la propagande de la municipalité de la gauche sur Manufrance. Début septembre, à grand renfort de publicité, le PCF a organisé un grand raid cyclotouriste aux couleurs de Manufrance, de Saint-Etienne à La Courmeuve, pour la fête de l'Humanité. En tête du peloton, la femme du PDG. Signalons que le « chiffre d'affaires » de Manufrance à La Courmeuve a été de 305 000 F.

On a même vu le milliard

aurait ni licenciements, ni démantèlement de la société » (*Le Monde* du 4 mars 1978).

— 6 juin 1978 : annonce du plan Gadot-Clet (342 licenciements). Sanguedolce déclare : « Manufrance ne peut aller plus loin dans les sacrifices consentis. Actuellement, les conditions sont telles que si le plan était rejeté, ce serait la rupture et l'arrêt de la production et de la marche de l'entreprise » (*Le Monde* du 8 juin 1978).

— 11 août 1978 : « Les 103 actionnaires de la société Manufrance ont adopté à l'unanimité une nouvelle rédaction du paragraphe 3 donnant la possibilité à la société de devenir une société de type holding. La ville de Saint-Etienne, plus gros actionnaire, était représentée par son maire M. Sanguedolce » (*Le Monde* du 13-14 août 1978).

De fait, Manufrance est démantelée.

QUELQUES QUESTIONS

Ceci nous amène à poser quelques questions.



Sanguedolce (au centre) donne le départ du raid cyclotouriste qui aboutit à la fête de l'Humanité. A sa tête, Mme Gadot-Clet, la femme du PDG licencié

de mercurure, ils étaient toujours en mer et mangeaient beaucoup de poissons. Ils étaient doublement pénalisés. D'une part, ils étaient pris du mal de minamata : troubles moteurs, paralysie, troubles visuels et même décès ; d'autre part, ils perdaient leur travail, ils ne pouvaient plus vendre leurs poissons. Ils étaient réduits au chômage. La Chisso et le pouvoir ont empêché au maximum que ne soient divulguées les recherches du directeur de la clinique de l'usine qui montraient que le mal venait du déversement du mercure. La pièce montre bien la prise de conscience des pêcheurs sur la vraie nature de la Chisso : un trust prêt à tout pour préserver ses profits. Un tableau montre particulièrement bien

le cynisme des patrons du trust qui viennent jusque dans une famille de victimes porter des friandises offertes par le PDG pour acheter la famille. Roger Blin faisait partie du Groupe Octobre qui, au moment du Front populaire, jouait des pièces dans les usines en grève (il y avait aussi Prévert).

Avec cette pièce, il renoue avec la tradition du Groupe Octobre. Au jeu des acteurs très riche, il associe de grandes marionnettes qui ajoutent à la puissance du spectacle. La pièce *Minamata and Co* montre bien que la pollution n'est pas fatale mais qu'elle est liée aux profits des monopoles et que seule la lutte des travailleurs contre ces monopoles peut venir à bout de ce fléau.

Léon CLADEL

Culturel

THEATRE

«Minamata and Co» au théâtre de la Commune d'Aubervilliers

Contre la pollution et les monopoles

MINAMATA, c'est une petite ville de 40 000 habitants, avec un port de pêche et une grosse usine de vinyle. Cette petite ville est située sur une côte du Japon. La grosse usine rejette du mercure dans la mer. Or, dans la mer, le mercure se transforme en méthylmercure au contact de certaines matières organiques comme le plancton. Les poissons mangent le plancton, les hommes se nourrissent de poissons et, par là-même, le méthylmercure. Bien sûr, l'usine, la Chisso, ne pouvait nier le déversement du mercure, mais elle niait la transformation de celui-ci en produit toxique. La pièce de théâtre *Minamata and Co* montre la mobilisation et la révolte des pêcheurs de la baie de Minamata contre le trust Chisso. La pièce est divisée en tableaux, nombreux et variés, qui peignent, tour à tour, les pêcheurs, les dirigeants du syndicat, du comité d'entraide, le médecin de la Chisso, aux différentes étapes de la lutte.

LA CHISSO DIVISE

Bien sûr, dans une ville de quarante-mille habitants, une usine qui emploie quatre mille ouvriers est très puissante. Le trust Chisso va tenter de diviser les pêcheurs et les ouvriers en menaçant de fermer si les pêcheurs demandent des indemnités. En effet, les pêcheurs étaient les premiers touchés par les rejets

La justice aux deux visages

VINGT-TROIS militants bretons jugé et emprisonnés dans des conditions scandaleuses, une institutrice condamnée pour avoir refusé de dénoncer des jeunes qui avaient volé des objets dans leur école. Spaggiari interpellé puis relâché, les responsables du scandale de la Villette condamnés à une amende dérisoire. Quatre affaires qui témoignent à nouveau de ce qu'est la justice : sans pitié pour les gens du peuple et compréhensive, complaisante pour la bourgeoisie et ses protégés.

IL y a un an environ, des gamins dérobaient dans une école deux électrophones, un magnétophone et un poste de radio. La directrice portait plainte au commissariat de police. Trois semaines après ce vol, une institutrice de cette école reçoit chez elle la visite des parents des gamins qui sont à l'origine du larcin. Les parents proposent de rendre les objets et d'indemniser l'école et demandent à l'institutrice de ne pas divulguer leur identité. L'institutrice accepte. Les appareils dérobés sont rendus.

Cependant, la justice et la police veulent savoir. L'institutrice subit des pressions et tracasseries pour qu'elle se livre à ce qu'il faut bien appeler de la délation. Le juge d'instruction d'Angers entre en scène. Finalement l'institutrice est condamnée le 7 juin à 600 F d'amende pour « défaillance de témoignage ». Elle a fait appel.

Depuis les campagnes de Peyrefitte pour inciter les Français à la délation, le refus de celle-ci est-il devenu un délit ? Il semble que oui pour certains tribunaux.

NOS lecteurs se rappellent certainement le scandale des abattoirs de la Villette où 100 milliards de centimes avaient été engloutis dans des abattoirs qui n'ont jamais servi. Le conseil d'Etat vient de statuer sur cette histoire. De Grally, ancien député UDR et ancien député de la société d'aménagement de la Villette, a été condamné à ... 8 000 F d'amendes. Son conseiller technique Tardivon écope lui de 3 000 F de quoi encourager ces tristes sires à recommencer.

VINGT-TROIS militants bretons sont emprisonnés à Fresnes depuis cet été. Ils sont accusés par le pouvoir d'avoir participé à divers attentats et doivent passer devant la Cour de sûreté de l'Etat. Même si nous ne sommes pas d'accord avec leurs objectifs politiques et le recours à des attentats, nous désapprouvons leurs conditions de détention et la manière dont la justice les traite. Ces militants ont été, en effet, traités comme coupables avant d'avoir été jugés. La police et la justice leur ont mis sur le dos tous les attentats qui ont eu lieu. L'instruction s'est faite en violation de la loi. L'un d'eux, qui vient d'être libéré après cinq mois de prison, n'a vu le juge d'instruction qu'une fois pendant une heure. Le tribunal se moque donc bien d'établir la vérité.

Ces emprisonnés sont victimes de nombreuses brimades, on les a changés plusieurs fois de prison. L'administration pénitentiaire a fait des difficultés à leurs familles pour les visites et l'assistance qu'elles sont en droit de leur apporter (linge, livres...).

Rappelons que le pouvoir avait interdit un gala de solidarité avec eux alors que, le même jour, il autorisait la tenue du meeting de l'eurodroite à Marseille. Les chanteurs et personnalités, qui avaient tenu une conférence de presse contre l'interdiction, avaient été interpellés.

Les emprisonnés revendiquent le statut de prisonniers politiques. Ils réclament un procès unique au lieu de différents procès les séparant les uns des autres.

IL y a une quinzaine de jours, le tribunal d'Aix-en-Provence examinait le dossier d'un complice de Spaggiari, le cerveau du casse des égouts, membre d'une organisation d'extrême-droite. Un avocat s'étonnait, au cours de l'audience, de ce que le complice comparaisse seul devant le tribunal alors que Spaggiari avait été interpellé par la police et relâché quelques heures plus tard, au début du mois de novembre.

Spaggiari aurait été reconnu par la police dans un nightclub d'Aix-en-Provence. Prié de suivre les policiers, il aurait demandé à téléphoner, ce qui lui a été accordé. Deux heures plus tard, il était relâché après un coup de téléphone reçu par le commissariat. Or, Spaggiari est sous le coup de plusieurs inculpations et, en principe, recherché par la police.

LES attaques de la justice et du pouvoir contre le droit de grève se font de plus en plus nombreuses. La dernière en date, particulièrement grave, est la condamnation de six délégués syndicaux de l'entreprise Sodipan, à Saint-Etienne du Rouvray, près de Rouen. Le tribunal les a condamnés à payer près de 20 000 F d'arriérés de salaire à vingt-quatre ouvriers non-grevistes. Ces derniers avaient porté plainte personnellement, sous l'incitation du patron, contre les délégués. Ceci est particulièrement grave et peut faire jurisprudence. En effet, si le tribunal a considéré la grève comme légale, il a condamné les délégués parce qu'ils avaient occupé l'usine. Demain, des patrons pourront s'appuyer sur ce jugement pour s'attaquer aux ouvriers ou aux délégués en cas d'occupation d'usine. La section CGT a fait appel. Un tel jugement doit être cassé.

Le pouvoir, s'il ne remet pas en cause ouvertement le droit de grève, il s'y attaque par des mesures partielles : comme pour ces six délégués, comme pour les résidents de la Sonacotra en grève, poursuivis en justice, etc. Rappelons aussi l'intervention de l'armée contre les éboueurs, la circulaire de Chirac qui fait sauter une journée de salaire pour un arrêt de travail dépassant cinq minutes.

Aux ASSEDIC aussi, ça restructure

LE projet de démantèlement de l'ANPE (rapport Farge) que M. Boulin veut, dans les prochains jours, mettre en pratique va à l'encontre de tous les travailleurs, actifs ou chômeurs.

Les négociations nationales sur l'indemnisation du chômage restent vagues du fait même que l'Etat ne veut pas augmenter sa participation — sauf pour le versement éventuel sur les heures supplémentaires qui rapporterait 1,5 milliard à l'UNEDIC — et le patronat ne veut pas accroître ses cotisations.

Aux ASSEDIC, la restructuration est aussi à l'ordre du jour, pourtant les effectifs n'ont pas varié depuis un bon laps de temps, ils ont même très légèrement diminué par le non-remplacement de personnes quittant l'entreprise ; cependant les charges de travail vont en augmentant.

Les travailleurs des ASSEDIC et la CFDT constatent une très forte dégradation de leurs conditions de travail, ce qui entraîne une tension nerveuse préjudiciable à la santé, à la qualité du travail, au service rendu aux chômeurs. « C'est pourquoi la grande priorité doit être la question de l'augmentation des effectifs » dit la CFDT ASSEDIC, qui ajoute : « Nous nous battons pour l'embauche d'effectifs supplémentaires, mais surtout d'effectifs permanents. Le recours aux surnuméraires (*) et autres entreprises privées n'est pas une solution pour pallier les problèmes d'insuffisance de personnel ». « Un travailleur de plus à l'ASSEDIC égale un chômeur de moins ».

L'avenir du régime UNEDIC est incertain, dans la mesure où les patrons refusent de cotiser davantage pour les ASSEDIC et remettent en cause certaines allocations. Comme par hasard c'est le moment que choisit l'UNEDIC pour faire un texte qui interdit d'améliorer la convention collective par voie d'accord ASSEDIC.

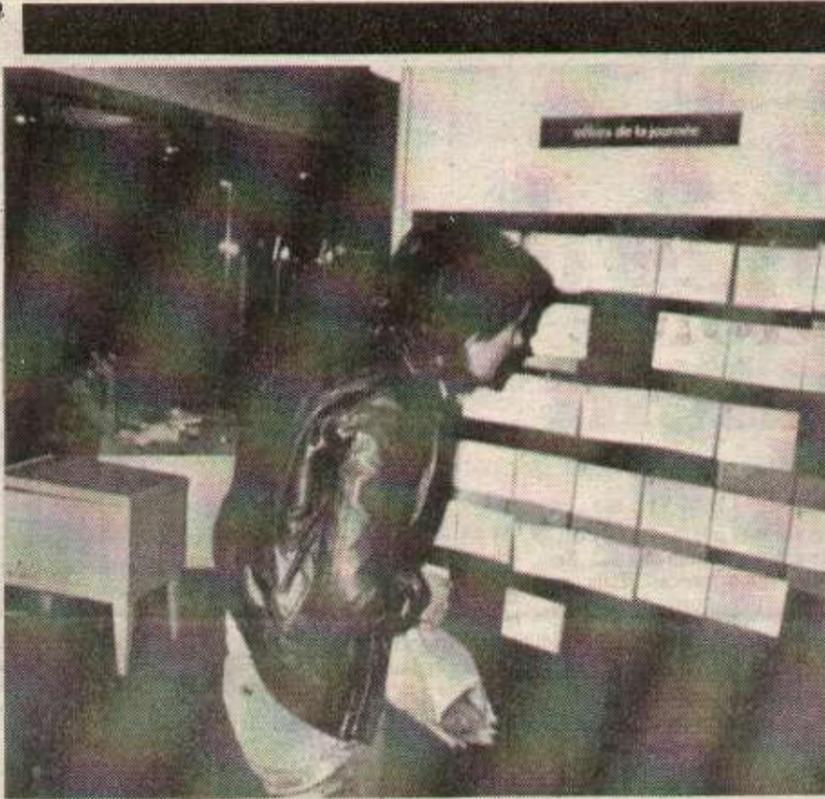
Certains ASSEDIC de la région parisienne sont l'objet d'un contrôle de l'UNEDIC : un des présidents UNEDIC trouve en effet que le service rendu aux chômeurs (bien que particulièrement dégradé) coûte encore trop cher à l'UNEDIC ; même son de cloche chez les patrons qui siègent au bureau du conseil d'administration.

Dans l'actuelle période de transition où se dessine un « remodelage » en vue de « mieux » restructurer les ASSEDIC, certaines déviations sont mises en pratique de façon assez curieuse dans la région parisienne : accueil au-delà de 17 h 20, codification des dossiers-prestations par des agents surnuméraires permanents à plein temps, apparition d'une société extérieure à l'ASSEDIC pour les travaux de codification : « Voilà qui a de fortes odeurs de "saine gestion", ce qui en général n'a jamais voulu dire grand-chose de bon pour les travailleurs quelle que soit l'entreprise » dit la CFDT.

La CFDT refuse la restructuration de l'ASSEDIC, que ce soit l'abandon de certains services rendus aux allocataires (pour la plupart immigrés) tant pour l'emploi que pour les prestations.

La CFDT des ASSEDIC entend travailler avec leurs camarades de l'ANPE dans la mesure où ils sont directement menacés par des projets de démantèlement.

« Si le travail avec l'ANPE reste prioritaire, il reste que nous ne devons pas négliger les rapports avec les sections syndicales CFDT de la SETMO (inspection du travail) et de la DDT (direction départementale du travail) » a dit la CFDT.



« Un travailleur de plus à l'ASSEDIC égale un chômeur de moins »

La lutte contre les mesures gouvernementales est bien envisagée et le climat est à l'unité. *Propos recueillis par Bernard NOVION et des militants CFDT des ASSEDIC région parisienne.*

(*) Surnuméraire : employé en sur-nombre.

Mais il y a d'autres problèmes évoqués dans le tract et qui sont importants : « Mais la réalité de l'hôpital aujourd'hui, c'est aussi les problèmes de crèche, de snack, les créations de postes qui sont toujours bloquées au ministère, l'augmentation de 300 F pour tous qui devient de plus en plus une nécessité alors que Barre n'hésite pas à bloquer les salaires pendant six mois.

La répression, elle aussi, est à l'ordre du jour : deux élèves aides-soignants risquent d'être licenciés ».

Autant de problèmes qui nécessitent des discussions entre tous les travailleurs de tous les services afin de faire reculer la direction.

Des problèmes de transport pour les hospitaliers d'Orléans

L'hôpital d'Orléans n'est pas groupé en un seul endroit. Certains de ses services sont maintenant à La Source (la majeure partie), à 12 km du centre-ville. D'autres sont à la Chapelle-Saint-Mesmin (à une dizaine de km du centre-ville).

Evidemment, cela pose beaucoup de problèmes pour les transports. Voilà ce qu'en dit *La Voix hospitalière*, le bulletin de la cellule du CHR du Parti communiste marxiste-léniniste :

« Depuis la rentrée, les hospitaliers sont confrontés à de nouveaux problèmes. Ce sont notamment les problèmes de transport, tant pour les travailleurs de La Source que pour les travailleurs de La Chapelle, ceux de la maison de l'enfance et ceux d'Orléans qui n'ont toujours pas de lignes adaptées à leurs horaires.

Depuis toujours, la direction ne tient pas compte de ces problèmes et nous envoie à la SEMTMO (Société d'économie mixte des transports de l'agglomération orléanaise — NDLR) alors que c'est elle qui a les pouvoirs financiers pour les régler.

Nous devons exiger une ligne (de bus — NDLR) bien adaptée aux horaires et aux besoins des hospitaliers : cars confortables avec suffisamment de places et gratuits. Pour les travailleurs qui sont obligés de prendre leur voiture et qui habitent loin, une prime doit leur être versée.

Le temps que nous passons dans les transports pour aller au travail, c'est du temps en moins pris sur nos loisirs et nos occupations quotidiennes. Nous voulons que le temps de transport soit compris dans notre temps de travail. »

Grève des ouvriers de la société de chauffe des Ulis (Région parisienne)

DEPUIS le 24 novembre, le personnel de la chaufferie des Ulis dans l'Essonne est en grève. Cette chaufferie dépend du groupe « Compagnie générale de chauffe ». Il faut savoir qu'une chaufferie tourne 24 heures sur 24, semaine et dimanche. Le bruit est assourdissant, on y respire des gaz toxiques.

Les revendications des travailleurs de la chaufferie des Ulis sont les suivantes :

- Pour les travailleurs postés : 4 500 F pour tous (actuellement ils touchent 3 800 F à peu près), qualification égale pour tous, contrats à durée indéterminée après la période d'essai, amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité.
- Pour le personnel du réseau : 6 % d'augmentation, que les dimanches et jours fériés soient payés et pas obligatoirement récupérés.

Les travailleurs de la société de chauffe des Ulis soutenus par l'Union locale CFDT (24, rue Courdimanche) appellent les gens des Ulis à les soutenir et pour ce faire à contacter les amicales de locataires.

D'après un tract des ouvriers de la société de chauffe des Ulis.

BLOC-NOTES

PARIS-CENTRE

Conférence-débat sur la Chine

A la suite du voyage en Chine d'une délégation de leur parti, les militants du PCML du centre de Paris vous invitent à discuter avec eux. Ils répondront à vos questions sur le socialisme en Chine, la Révolution culturelle, la politique internationale chinoise, etc. Sont prévus un témoignage de la délégation du PCML ainsi qu'un montage-diapos.

Samedi 2 décembre à 14 h 30 — Salle de l'Épicerie (Salle B) : 12, rue du Renard — Paris 4e. Métro Hôtel de Ville ou Rambuteau.

CORBEIL

Soutien aux paysans du Larzac

Le 30 novembre, 8 heures : départ de Melun des paysans. 13 heures : arrivée à la mairie de Corbeil. 18 heures : arrivée et manifestation à Juvisy-sur-Orge.

20 h 30 : à la salle Pablo Neruda, à Corbeil, meeting à l'appel du comité Larzac — 91 UDCFDT — PCRml — PCML — PS — PSU — Union des consommateurs.

Rassemblement le 2 décembre à 14 heures, à la porte d'Orléans.

Campagne d'abonnement 79

Quotidien et Bimensuel

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITE ROUGE
BP 61 75861 PARIS CEDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Bimensuel

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom
Prénom
Rue
Commune
Code postal
Transmis par : Nom
Cellule Ville

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM
PRÉNOM
Lieu de travail
Adresse
Code postal

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson — Front ouvrier : Gilles Carpentier — International : Annie Brunel
L'Humanité rouge : pour toute correspondance :
BP : 61 75861 Paris cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952.
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle.
Dépot légal 4e trimestre 1978.

La Yougoslavie dans le mouvement des pays non-alignés



Tito et Nasser. La Yougoslavie s'est acquis un prestige réel dans l'arène internationale. Cela est, entre autres, dû à ses efforts dans le courant des pays des non-alignés

L'INDEPENDANCE conquise de haute lutte par les peuples de Yougoslavie en 1945, a été, depuis lors, l'enjeu d'âpres luttes. On se souvient notamment que, dans la période comprise entre 1945 et 1953, les partis communistes d'Union soviétique et d'autres pays accusèrent les dirigeants yougoslaves d'être des « espions anglo-américains » et de « vendre » leur pays à leurs « maîtres » occidentaux — tandis que Tito et ses compagnons accusèrent l'Union soviétique de vouloir transformer la Yougoslavie en une « colonie » à eux. Ces questions historiques sont complexes et nous aurons ultérieurement l'occasion d'y revenir.

Quant au présent, une chose est certaine : le prestige réel que la Yougoslavie de Tito s'est acquis dans l'arène internationale n'est pas le fruit du hasard ! C'est le résultat des efforts qu'elle déploie, d'une part pour défendre son indépendance face aux pressions multiples qu'elle subit, notamment de son grand voisin du Nord — l'URSS — devenu depuis longtemps déjà une superpuissance impérialiste. C'est, d'autre part, le résultat de ses efforts pour renforcer le puissant courant historique des pays non-alignés qui se lancent à l'assaut de l'impérialisme, de l'hégémonisme et du colonialisme.

Le mouvement des pays non-alignés : « Une volonté commune d'être libres et indépendants »

sécurité de chaque nation.

Cette plate-forme permet de rassembler dans le mouvement de non-alignement des peuples et pays à systèmes différents, à idéologie également différentes et se trouvant à divers degrés de dépendance vis-à-vis de l'un ou l'autre bloc, mais mis par une volonté commune d'être libres et indépendants. C'est en cela que réside la force du mouvement de non-alignement et l'essence de son rôle objectivement anti-impérialiste. Toute tentative de différenciation idéologique ou politique de cette plate-forme revient à miner l'unité du mouvement des pays non-alignés. (...)

(...) La situation internationale est encore grevée par des difficultés anciennes et nouvelles, par les nombreux dangers qui pèsent sur la paix et la sécurité. Les rivalités et les tendances des blocs à renforcer leur influence dans de nouvelles régions, la politique des zones de pression et d'ingérence dans les affaires des pays indépendants persistent ; les dangereux foyers de crise se multiplient ; la course aux armements prend de nouvelles dimensions, tandis que s'élargit le fossé qui sépare les Etats avancés des pays en voie de développement.

formes de domination et d'exploitation (...).

L'ESSENCE ANTI-IMPÉRIALISTE DU MOUVEMENT

Le mouvement de non-alignement n'a pas fait son apparition à la faveur des clivages de classe sociales internes, mais sur la base des différenciations par rapport à la lutte des peuples pour leur liberté nationale et leur indépendance, pour la libre consécration de leur personnalité, contre toutes les formes de colonialisme, de néo-colonialisme, d'impérialisme, d'hégémonisme économique et politique et de domination sur les peuples, contre toutes les formes de dépendance économique et politique, contre la division du monde en bloc ou en zone d'intérêts des grandes puissances, pour des rapports économiques plus justes, la paix, la coexistence des peuples et la

LES PRESSIONS EXTERIEURES

Plus l'importance et l'influence du mouvement de non-alignement croissent dans les rapports internationaux, plus il est exposé aux pressions des forces extérieures qui cherchent à en neutraliser les activités ou à mettre le mouvement — certains pays membres ou les actions des non-alignés — au service de leurs intérêts et de leurs conceptions idéologiques. Les pressions accrues qui s'exercent sur le non-alignement font que les pays non-alignés se doivent, plus que jamais, d'opposer une résistance solidaire à toutes les tentatives visant à diviser et briser leur mouvement sur des bases idéologiques, politiques, religieuses ou régionales, à en contester ou affaiblir le rôle.

POUR LA RESOLUTION PACIFIQUE DES CONTRADICTIONS ENTRE PAYS NON-ALIGNÉS

Des contradictions objectivement données qui se manifestent sporadiquement même par des conflits armés apparaissent aussi entre certains pays non-alignés. Il est indispensable que les pays non-alignés règlent leurs problèmes, différends et conflits mutuels par des moyens pacifiques. L'absence d'une telle approche favorise les pressions et ingérences extérieures, aggrave

les contradictions entre certains pays non-alignés et affecte la capacité d'action du mouvement de non-alignement, ce qui a des incidences défavorables sur l'ensemble des rapports internationaux.

Les pays non-alignés doivent s'organiser de façon à pouvoir, en cas de conflit armé entre des pays membres du mouvement, offrir leurs bons offices en vue de limiter et éliminer le conflit. Ils doivent avant tout lutter pour éviter que les conflits en question dégénèrent en confrontations entre les blocs, qui placent inévitablement les parties au conflit dans un état de dépendance vis-à-vis des blocs.

« La Yougoslavie saura défendre son indépendance »

C'est ce que déclarait Tito le 23 août 1968, alors que les troupes russes venaient d'envahir la Tchécoslovaquie. Et à Belgrade, quelque 300 000 personnes dénonçaient l'agression.

Il est parfaitement clair que la principale menace pour l'indépendance de la Yougoslavie vient de l'URSS, qui ne recule devant aucun moyen pour faire entrer ce pays dans sa zone d'influence.

— Elle concentre d'importantes forces militaires aux frontières yougoslaves, en Hongrie et en Bulgarie.

— Elle organise la subversion en Yougoslavie, en essayant d'y infiltrer ses agents : il y a quelques années, elle créait — à Kiev, en Ukraine ! — un prétendu parti communiste yougoslave composé d'agents à sa solde. Plusieurs de ces agents agissant en Yougoslavie ont pu être démasqués, arrêtés et condamnés.

— Elle fait des offres alléchantes à la Yougoslavie, par exemple des crédits — pour lui demander en échange des petites concessions : une base navale, des facilités aériennes. Jusqu'à présent, toutes les pressions de ce genre se sont heurtées à l'attitude inflexible des dirigeants yougoslaves.

— Un autre de ses chevaux de Troie est la question de la Macédoine, qui est l'une des six Républiques fédérées de Yougoslavie : la Bulgarie — fidèle satellite de l'URSS — nie l'existence d'un peuple macédonien et prétend que les Macédoniens sont en réalité des... Bulgares — un pré-

texte pour s'ingérer dans les affaires intérieures yougoslaves.

Malheureusement pour les dirigeants soviétiques, la Yougoslavie voit clairement le danger et elle a pris et prend les mesures qui s'imposent.

Ainsi, après 1968, a été institué un « système de défense populaire généralisé » — sorte de milice populaire qui a pour tâche de seconder l'armée en cas d'agression : tout citoyen peut ainsi devenir un défenseur en armes du pays.

Par ailleurs, la Constitution, adoptée en 1974, stipule que nul n'a le droit d'empêcher les citoyens de combattre l'agresseur éventuel et que nul n'a le droit de reconnaître ou de signer la capitulation du pays ou celle de n'importe laquelle de ses parties ou de son armée.

« Tito est de fer », disait Mao Tsé-Toung au premier ministre yougoslave en 1975, voulant souligner par là la fermeté du dirigeant yougoslave face aux menaces qui guettent son pays.

Et cela, le Kremlin le sait bien. Aussi les spéculations sur ce qui se passera à l'heure de la succession de Tito, âgé de 86 ans, vont-elles bon train. Mais c'est oublier que les dirigeants yougoslaves ont préparé cette échéance, notamment en instituant une direction collective de l'Etat de la Ligue.

Et c'est oublier aussi la détermination des peuples de Yougoslavie à défendre leur souveraineté comme ils le firent si héroïquement à l'heure de l'occupation allemande. Jean SCHUBERT.

La Yougoslavie et la Chine développent leurs relations

Les relations entre la Yougoslavie et la Chine ont un passé assez complexe. De 1957 à 1968, les deux pays ont lancé l'un contre l'autre des critiques féroces. Mais, depuis 1968, ils ont convenu de mettre un terme à leur polémique et de développer leurs relations, d'abord sur le plan des Etats et des peuples, dans le cadre de la lutte contre les deux superpuissances et, notamment, pour faire pièce à la menace croissante de l'impérialisme soviétique.

En 1975, le premier ministre yougoslave s'est rendu en Chine où il a été reçu par Mao Tsé-toung. En 1977, Tito a, lui aussi, effectué une visite officielle en Chine.

A l'occasion du XIe congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie, en juin 1978, le Parti communiste chinois a envoyé un message de félicitations, ce qui marque le rétablissement officiel des relations au niveau des partis.

Et en août 1978 — dix ans après l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie — Houa Kouo-feng a effectué une visite officielle en Yougoslavie où le peuple et les dirigeants lui ont réservé l'accueil le plus chaleureux.